

Jean-François Copé revient en scène et commence par le Nord !

Il revient ! Après un long silence médiatique forcée, depuis son éviction de la présidence de l'UMP le 27 mai 2014, Jean-François Copé achève sa « traversée du désert » avec la publication du « sursaut français » chez Stock, livre à la fois diagnostic et programme même s'il se garde bien de s'afficher déjà en candidat des primaires de la droite et du centre en novembre prochain.

Le député-maire de Meaux commence ce retour sur le terrain ce mercredi 20 par le Nord, dans la métropole chez ses amis députés LR qui ne l'ont pas lâché ! Au programme, bien sûr, une rencontre à midi avec Xavier Bertrand, nouveau patron de la grande région, un déjeuner à Lambersart avec des élus et membres de Génération France, une visite de la ruche d'entreprises Nord de France à Villeneuve d'Ascq, un saut à Orchies avant une conférence débat à 18h avec les étudiants de l'EDHEC à Roubaix et à 20 h un débat public à Saint-André, salle André Wauquier. Nous l'avons rencontré dans son bureau de l'Assemblée à la veille de ce retour en scène.

Pourquoi avoir choisi le Nord comme première étape pour votre retour ?

Pendant 18 mois j'ai parcouru la France de manière très libre et je suis notamment venu dans le Nord. Je m'étais promis de revenir pour parler de mes propositions qui sont le résultat de ces rencontres. J'ai vu dans le Nord une France qui va à la fois très bien et très mal. Des PME dynamiques qui exportent et des exploitations agricoles en plein désarroi...

Qu'avez-vous pensé de la victoire de Xavier Bertrand ?

C'est d'abord la victoire d'un homme qui a fait preuve d'une grande solidité car il était vraiment seul au départ face au scepticisme de beaucoup. C'est un homme de grande ténacité. J'ai parlé avec lui pendant sa campagne. Je suis heureux de sa victoire et de sa popularité qui sont le reflet du courage dont il a fait preuve.

Son regain de popularité vous encourage aussi ?

Nous avons eu des parcours très différents. J'ai connu une épreuve très violente il y a 18 mois. Elle m'a amené à beaucoup réfléchir à la nature de mon engagement pour la France et à mes propres erreurs, et je reviens forcément différent. A la fois très conforté dans mes convictions et avec la chance d'avoir rencontré des gens que je n'aurais sans doute jamais côtoyés si j'étais resté chef de parti.

Vous avez vu, écrivez-vous, de la « haine » chez vos adversaires à l'UMP. Ils avaient peut-être des raisons de vous en vouloir d'avoir conduit le parti dans cette crise ?

J'ai revu tous ceux qui à un moment ou un autre m'ont beaucoup critiqué et je note que leurs propos à mon égard sont beaucoup plus apaisés. Mais j'ai bien sûr commis des erreurs. J'étais de tous les clivages, beaucoup trop dans la réaction médiatique immédiate, dans la position d'avoir toujours à choisir son camp de manière dure alors que la société française est plus nuancée.

Les Français en ont assez de ces oppositions caricaturales ?

Je pense surtout que les Français reprochent à leurs dirigeants de ne pas avoir de résultats lorsqu'ils sont au pouvoir. Quand David Cameron ou Angela Merkel font campagne pour leur réélection, ils peuvent présenter des bilans positifs en matière de baisse du chômage, de baisse des déficits et de baisse de l'insécurité. Ni la droite ni la gauche française ne sont en mesure de le faire. C'est la grande explication du vote Front national.

Ce vote FN est aussi un message à la classe politique dont vous faites partie : « vous avez échoué, on ne veut plus de vous » ...

On peut me faire beaucoup de reproches mais pas celui d'avoir fait partie des gouvernements de Nicolas Sarkozy puisqu'il ne m'y a pas associé alors que j'ai été membre des gouvernements de Jacques Chirac.

L'exemple de Calais est le symbole de l'impuissance des politiques qui fait monter le FN... Qui peut prétendre avoir la solution ?

On ne peut pas régler en 24 heures un problème qu'on a laissé s'enkyster depuis quinze ans. C'est impossible. On ment aux gens. C'est toute la politique d'immigration qu'il faut repenser. Car c'est un problème d'immigration clandestine. Il faut donc avant toute chose des moyens supplémentaires pour lutter contre. Je préconise ainsi dans mon livre l'embauche de 50 000 postes supplémentaires, policiers, gendarmes et magistrats, afin notamment d'accélérer toutes les procédures.

Vous avez employé pour la première fois l'expression « droite décomplexée ». Aujourd'hui tout le monde semble converti, même Alain Juppé sur la sécurité et l'immigration !

Je m'en réjouis après avoir été très critiqué. La droite décomplexée, ce n'est pas une droite extrémiste contrairement à ce qu'on a raconté. C'est une droite qui a des valeurs et qui nomme les choses sans langue de bois. Et surtout une droite dont la main ne tremble pas quand il s'agit de décider !

En gouvernant par ordonnances ?

Oui, je préconise depuis longtemps que le président élu prenne par ordonnances dès le lendemain de son élection les quinze ou vingt décisions qui vont tout de suite déverrouiller le pays. C'est une divergence que j'ai avec Nicolas Sarkozy ou François Fillon qui veulent faire des referendums. Pourquoi refaire voter les Français sur un programme pour lequel le président vient d'être élu ? Sauf à trouver un nouveau prétexte pour ne pas décider...

Un livre programme, cela prépare normalement une candidature, non ?

La question ne se pose pas en ces termes aujourd'hui. Mon objectif premier c'est le débat. C'est aussi un clin d'œil à Jacques Chirac, auquel je dois beaucoup, et qui, en 1994, avait passé 18 mois à travailler en solitaire et en silence en France, à une époque où ses amis politiques l'avaient beaucoup lâché !

Vos amis nordistes ne vous ont pas lâché ?

Pas du tout. Ils ont chacun leur itinéraire mais Marc-Philippe Daubresse, Thierry Lazaro, Bernard Gérard, Sébastien Huyghe ont été solides et je n'oublie pas les visages nouveaux avec Brigitte Astruc et Marie-Hélène Quatreboeufs. Je me suis beaucoup impliqué dans la campagne des municipales quand j'étais à la tête de l'UMP et à l'époque nous captions l'essentiel des voix de l'opposition. Ça a véritablement été une vague bleue, ce que nous n'avons malheureusement pas connu aux régionales...

D'autres dépenses de campagne de Nicolas Sarkozy auraient été prises en charge par l'UMP que vous dirigiez à l'époque. En aviez-vous été informé ?

Vous comprendrez bien que je ne peux faire aucun commentaire alors qu'une enquête est en cours. Il appartient à la justice et à elle seule de faire toute la lumière sur ce sujet.



Photo archives AFP.